



9. Novembre 2009

A notre Peuple et à l'Opinion Publique

La question kurde, la question fondamentale en Turquie, est entrée dans une phase de résolution alors que la République de Turquie s'apprête à fêter son 87e anniversaire. Les conditions internes et externes d'une paix honorable et stable semblent parfaitement réunies. La décision unilatérale de non-affrontement prise par notre mouvement depuis le 13 avril 2009, la feuille de route dressée par notre Président et les appels à la paix formulés par notre Peuple sont autant d'éléments démontrant la persévérance et la foi de notre peuple et de notre mouvement en une résolution démocratique et en la paix.

Grâce à la lutte pour la paix et la démocratie menée par le Peuple du Kurdistan, initiée par le Président APO, l'Etat turc ne peut plus comme auparavant asseoir sa politique sur la négation du peuple kurde. Les conditions internes et internationales de telles politiques ne sont aujourd'hui plus réunies. Ceci étant, l'Etat turc essaie de restaurer sa politique de négation pour donner une certaine légitimité à sa présence au Kurdistan, et ce en totale opposition avec la volonté affirmée par notre peuple et notre mouvement. Ces manœuvres ont pour but l'anéantissement du Mouvement de Libération du Kurdistan, la désorganisation du peuple kurde, son assimilation et la mise en place de politiques conformes à cette volonté d'anéantissement. C'est pourquoi, le Président de la République, en premier lieu, mais aussi le Premier Ministre et le Ministre de l'Intérieur font de si bonnes et nombreuses déclarations concernant la question kurde. Mais dans le même temps, ils n'ont pas fait le moindre geste concret dans la voie de la résolution de cette question. Plutôt que de s'entendre avec le mouvement de libération kurde, ils se sont donnés pour but de l'anéantir. L'opposition, c'est à dire le MHP et le CHP, ainsi que l'Etat Major des armées quant à eux insistent dans la politique classique de négation et d'anéantissement.

Initialement annoncé comme une « Ouverture Kurde », puis comme une « Ouverture démocratique » et prenant aujourd'hui le nom de « projet d'union nationale » le projet actuel du gouvernement n'est en fait, comme viennent de l'affirmer certains officiels, qu'une politique visant la destruction du PKK et de ses guérilléros. Les contacts pris par le Ministre de l'Intérieur avec différents milieux en Turquie, tout comme les relations diplomatiques menées par le Ministre des Affaires Etrangères et la récente visite du Premier Ministre aux Etas Unis d'Amérique ne visent nullement la résolution de la question kurde mais simplement la purge du PKK.

D'un autre côté, malgré la décision unilatérale de non-affrontement prise par notre mouvement depuis le 13 avril 2009, les opérations militaires contre la guérilla de Libération du Kurdistan et les opérations politico-judiciaires contre les membres de la société civile-politique kurde perdurent. De même la pratique des « meurtres non élucidés » ou exécutions sommaires a refait son apparition, notamment à travers les meurtres des enfants kurdes.



Koma Civakên Kurdistan
Peoples` Confederation of Kurdistan

KCK

Pour contrecarrer ces politiques de mauvaise foi du gouvernement AKP et de l'Etat turc visant à annihiler toutes les actions positives menées par notre peuple dans la voie de la résolution, notre Président a choisi, pour débloquent la situation, d'appeler trois groupes de paix, l'un du Mont Qandil, l'autre du Camp de Makhmour et le troisième d'Europe, à se rendre en Turquie afin de démontrer une fois encore notre bonne foi. Malheureusement, à commencer par le CHP et le MHP toutes les autorités turques, dont le Président de la République, le Premier Ministre, le Ministre de l'Intérieur et le Chef d'Etat Major des armées, ont présenté cette initiative et l'accueil fait par notre peuple à ses émissaires de paix comme un show et une provocation. Pour en limiter les effets, ils ont ravivé tous les sentiments chauvins et racistes de certains milieux qui n'attendaient qu'une telle occasion pour se montrer. Par conséquent, c'est véritablement cette attitude des autorités turques qui constitue une provocation. Pourtant, l'envoi des émissaires de paix et l'accueil triomphal leur ayant été fait par notre peuple ne représentaient rien d'autre qu'une démonstration de la volonté de notre Président, notre Mouvement et notre Peuple de voir cette question résolue. Mais même cela ils n'ont pas pu le supporter.

Bien que ce soit avec du retard, le gouvernement AKP a finalement décidé de mettre à l'ordre du jour de l'Assemblée la discussion de la question kurde. Alors que cette discussion au sein de l'Assemblée constitue un fait important dans l'histoire de la Turquie, il sera encore plus important de la débattre correctement et d'aboutir à une résolution démocratique. C'est parce que le problème n'a pas été correctement défini et que vraies solutions n'ont pas été proposées jusqu'à ce jour, que nous en sommes au point actuel. Continuer à présenter ce problème comme une question de terrorisme, appeler la guérilla de Libération du Kurdistan à la reddition sans condition, se moquer de la langue d'un peuple en faisant d'elle une vulgaire option au lieu de lui permettre d'être étudiée et enseignée, et le plus important, refuser d'accepter le Président du Peuple Kurde, Abdullah OCALAN, le PKK et le mouvement politique comme les véritables interlocuteurs sont autant d'éléments qui, au lieu de permettre la résolution de ce problème, l'ont entraîné dans l'impasse. De même que nul problème ne peut être résolu sans la participation des interlocuteurs, aucun conflit n'a jamais pu être réglé sans un dialogue et une discussion menés librement par les belligérants.

L'approche actuelle de l'AKP, qui bien loin de proposer une discussion ou un dialogue, constitue un simple appel à la reddition sans condition de la guérilla, symbolise la mécompréhension de ce quart de siècle de lutte de la guérilla ou, pire encore, une vision simpliste de la chose. Une telle proposition revient à méconnaître la volonté du peuple kurde et à refuser de voir les réalités en face.

L'AKP continue d'analyser cette question à travers la problématique de l'accession au pouvoir et comme un problème politique propre à ce parti. Il tient à développer une définition propre de la question kurde, de même qu'il souhaite lui donner une solution adaptée à cette définition personnelle. Il espère ainsi utiliser cette question comme un moyen de pérenniser sa gouvernance. Ainsi, face aux pressions racistes et négationnistes du MHP et du CHP, et à l'approche des élections, il n'a pu que faire marche arrière. Ce qui empêche inéluctablement



Koma Civakên Kurdistan
Peoples` Confederation of Kurdistan

KCK

une réelle prise en main et discussion de la question. Il est clair que la question kurde, comme toutes les questions en Turquie, ne peut pas être résolue par des petits calculs politiques.

L'attitude adoptée face à la question kurde est celle adoptée vis à vis de l'actualité et de l'avenir de la Turquie. Par ailleurs, la question ne peut pas être prise en main avec des perspectives simplistes de résolution. De même, ce n'est pas en pressant politiquement et militairement les forces politiques du Kurdistan Sud pour les opposer au PKK que ce problème sera résolu.

En tant que Mouvement, nous sommes persuadés qu'il est possible de résoudre la question kurde par la voie de la fraternité consentie et égalitaire des peuples kurde et turc et dans le cadre d'une autonomie démocratique sans toucher aux frontières actuelles de la Turquie. Il suffit d'observer de quelle manière des problèmes similaires ont été réglés ailleurs dans le monde. Pour arriver à un tel processus, le dialogue et la discussion semblent sine qua non. Il faut clarifier la question de l'interlocuteur et sortir du flou actuel en reconnaissant comme contradicteur le Président APO, le PKK et le mouvement politique. Une telle évolution doit être acceptée comme allant de soit. Car sans cela, il ne sera plus possible d'avancer et de progresser sur la voie de la résolution.

Par ailleurs, imaginer des scénarios invraisemblables, dire que tant de gens vont arriver de Makhmur, tant d'autres de tel lieu, et rapatrier en Turquie toute sorte de gens qui d'une manière ou d'une autre ont perdu leur qualité de partie, ne permettront pas de solutionner ce problème. Cette attitude ne vise qu'à tromper l'opinion publique et satisfaire certains calculs politiques insignifiants. Aucune solution ne pourra être trouvée de cette manière.

La rétention et le refus de communication à l'opinion publique de la FEUILLE de ROUTE, préparée par le Président Abdullah Ocalan et qui trace la voie de la résolution pacifique et démocratique de la question kurde, est une grossière erreur.

Continuer les opérations militaires et contre les milieux politiques, alors que vous parlez de solution, laisse planer des doutes quant à la bonne foi des déclarations de l'Etat turc et de son gouvernement à propos de la paix et de la résolution de la question. Pour faire disparaître ce doute, il est nécessaire de mettre un terme aux opérations militaires et menées contre les milieux politiques.

Cette question ne pourra se résoudre par quelques modifications légales ou réglementaires. Une modification constitutionnelle est si ne qua non. Il faut créer les conditions, sur la base de la reconnaissance de l'identité kurde et constitutionnellement garanties, d'une coexistence libre et égalitaire du peuple kurde au sein de la nation démocratique de la Turquie.

A l'heure actuelle, le maintien du kurde, une des langues les plus anciennes au monde, comme une langue optionnelle dans certaines formations ne peut laisser présager une solution de la question. Elle mérite d'être une langue d'enseignement du primaire à l'université. Le



Koma Civakên Kurdistan
Peoples` Confederation of Kurdistan

KCK

droit le plus naturel qu'est celui d'apprendre, de pratiquer, de développer sa langue maternelle et d'apprendre dans cette langue sa culture, son histoire, sa géographie et son art doit être reconnu.

De même, des avancées significatives doivent avoir lieu dans le sens d'une reconnaissance du droit du peuple kurde à développer son organisation démocratique, faire de la politique sous sa propre identité et s'exprimer librement.

Pour démontrer leur bonne foi l'Etat turc ainsi que son gouvernement doivent dissoudre les unités de protecteurs de village et retirer les forces spéciales des villages et des villes du Kurdistan. Par ailleurs, il faut donner la chance au peuple du Kurdistan de pouvoir vivre en sécurité et loin de la répression policière.

Nous considérons que c'est une chance que la question kurde soit débattue à l'Assemblée, qui doit éviter de considérer la question kurde à travers de petits calculs politiques, et se concentrer sur la manière de mettre en place une solution stable. Elle doit réussir à prendre les décisions qui permettront de faire les pas sérieux dans la résolution de cette question, qui depuis 1925 est source de conflits. Ce n'est qu'en agissant ainsi que l'Assemblée prendra ses responsabilités. Et face à une telle approche, le Mouvement de Libération du Kurdistan fera lui aussi le nécessaire. Il faut au contraire savoir que si une attitude différente, fondée sur l'inimitié et de petits calculs politiques, est adoptée, celle-ci ne continuera nullement à la résolution de la question.

Conseil exécutif du KCK